

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 18 décembre 2014 (8^{ème} séance)

Délibération n° COM 2014-12-08/100

OBJET : Création du Service Public d'Assainissement Non Collectif intercommunal (SPANC)

L'an deux mille quatorze, le dix-huit décembre 2014 à 19 heures 07, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, par la Présidente, Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN, s'est réuni à la Mairie de L'Anse-Bertrand.

La présidente étant empêchée et le premier vice-président, M. Jean-Claude LOMBION, étant absent, la séance s'est tenue sous la présidence de M. Blaise MORNAL, deuxième vice-président de la CANGT.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

PRESENTS : vingt-deux (22)

Mme ALPHONSE Epse TANCONS, M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, M. HUBERT Jean-Marie, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION: quatre (4)

M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne à M. BARDAIL Jean
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson
M. MANICOM Grégory à Mme ARMOUGON Betty

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS EXCUSES : cinq (5)

Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, Mme MOUNSAMY Fritz, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES ABSENTS : cinq (5)

Mme CARDOVILLE Roselyne, M. HERMIN Georges, Mme MANETTE Sandra, M. MITEL Florent, Mme SERMANSON Sylvia

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

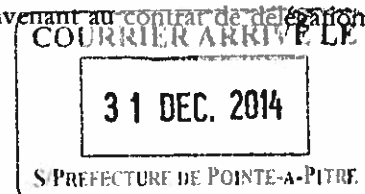
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 2224-1 et suivants ;

Vu l'arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2014-05-03/38 du 16 mai 2014, portant avenant au contrat de délégation de service public assainissement non collectif ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant l'obligation faite aux communes par les articles L. 2224-8 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif au plus tard le 31 décembre 2005 ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer le Service Public Assainissement Non Collectif pour traiter les dossiers dès le 1^{er} janvier 2015, en priorité le contrôle des installations nouvelles et existantes ;

Considérant qu'il est nécessaire de traiter les non conformités en mettant une opération de réhabilitation global après diagnostic exhaustif du territoire ;

Considérant que la CANGT doit définir le mode de gestion de ce service public ;

Considérant que la CANGT doit procéder à la révision des schémas directeurs assainissement pour définir le zonage de l'assainissement non collectif par communes et à l'échelle intercommunale.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé du Président,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE



ARTICLE 1 : De créer le service public d'assainissement non collectif intercommunal, de la CANGT à compter du 1^{er} janvier 2015.

ARTICLE 2 : De définir le mode de gestion du service public d'assainissement non collectif de la CANGT.

ARTICLE 3 : De lancer une consultation afin de procéder à la définition du zonage de l'assainissement non collectif par la révision des schémas directeur assainissement.

ARTICLE 4 : D'imputer les dépenses au budget assainissement non collectif ;

ARTICLE 5 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,


Le Président
Gabrielle LOUIS CARABIN



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pître
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne à l'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.